



Conseil économique et social

Distr. générale
5 décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-septième session

4-15 mars 2013

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et autres mesures et initiatives

Déclaration présentée par Action aides aux familles démunies, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

En tant que Présidente de l'organisation non gouvernementale dénommée « Action aides aux familles démunies », j'ai l'honneur de m'adresser à vous en cette traditionnelle circonstance pour vous exposer les recommandations de notre organisation sur les moyens de réduire la pauvreté.

La pauvreté, comme nous le savons, est multiforme. Même si elle n'est pas l'apanage des seuls pays les moins avancés ou pauvres, elle a depuis quelques années marqué de son sceau le développement politique économique et social des femmes et des enfants des pays du tiers-monde.

Sur le plan politique, la réduction de la pauvreté s'est caractérisée par la lutte des femmes pour obtenir l'égalité en droit avec les hommes. Aujourd'hui, en Afrique et au-delà, les femmes siègent dans les parlements et dirigent des gouvernements entiers. Elles sont chefs d'entreprise et sont à l'origine de nombreuses initiatives fructueuses. Récemment, l'Union africaine a nommé à sa tête une femme.

Sur le plan économique, le combat des femmes pour réduire la pauvreté a été salutaire. L'alphabétisation des femmes a été considérée comme un préambule au développement. L'éducation des femmes en Afrique s'est traduite par un taux croissant d'inscription de filles dans l'enseignement. L'écart entre filles et garçons s'est fortement réduit. De plus, la volonté affichée des femmes de créer des entreprises leur a permis d'accéder à des crédits alloués par des banques ou des partenaires financiers, même si la redistribution des ressources par les gouvernements a souvent été déplorable.

Sur le plan social, la lutte des femmes pour la réduction de la pauvreté a été salutaire à plus d'un titre. En raison de la mortalité maternelle, de la résurgence de nouvelles maladies comme le sida, elles ont souvent contraint les gouvernements à investir dans la santé. Une étude des Nations Unies dans ce domaine a montré que les pays d'Afrique investissent près de 15 pour cent de leur budget dans la santé.

Mais les femmes demeurent aussi les membres les plus vulnérables de la société. À titre d'exemple, un rapport des Nations Unies sur la République démocratique du Congo et le conflit qui a opposé les forces armées congolaises au mouvement d'opposition, le Congrès national pour la défense du peuple, affirme qu'en 2008, au plus fort de ces affrontements civils, près de 220 000 personnes avaient été déplacées, la plupart étant des femmes et des enfants. Les droits humains sont en crise; à cause des viols, des tortures, des enlèvements d'enfants et du recrutement forcé des enfants soldats perpétrés contre les femmes et les enfants, l'avancée du respect des droits des femmes a été fortement entamée dans ce pays. Il faut aussi souligner ici les effets climatiques, qui ont un impact indéniable sur le développement des pays les plus fragiles et particulièrement sur les femmes et les enfants qui sont les plus vulnérables. Le phénomène du réchauffement climatique global reste, d'après les experts, un domaine d'incertitudes quant à l'ampleur du réchauffement ultime, à la vitesse du changement climatique, aux effets du réchauffement et à leur régionalisation notamment. En Afrique, toujours d'après les experts, ces changements se traduiront par une plus grande variabilité de la pluviométrie et une augmentation du niveau de la mer pouvant entraîner la submersion de grandes superficies des terres.

Au regard de ces conflits et aléas climatiques qui échappent certes au contrôle des femmes, parvenir à réduire la pauvreté reste un combat à gagner. La pauvreté et la faim n'ont-elles pas été aggravées dans les pays les plus pauvres par la récente crise économique mondiale partie des États-Unis d'Amérique considérés pourtant comme la première puissance économique mondiale?

Nous concluons notre déclaration par un appel à la paix dans le monde, à l'unité des hommes de la terre et à une plus grande solidarité entre les pays. Un grand homme avait dit que : « Lutter contre la pauvreté, c'est la faculté d'échapper à la famine, à la malnutrition, à la mortalité évitable et à la mortalité prématurée, aussi bien que les libertés qui découlent de l'alphabétisation, de la participation politique ouverte, de la libre expression. »
